

Bulletin d'histoire politique

Le Parti québécois et l'enseignement de l'histoire

Éric Bédard



Volume 5, numéro 1, automne 1996

L'enseignement de l'histoire au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063584ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063584ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bédard, É. (1996). Le Parti québécois et l'enseignement de l'histoire. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 38–47. <https://doi.org/10.7202/1063584ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le Parti québécois et l'enseignement de l'histoire

•••

Éric Bédard,
Étudiant de deuxième cycle en histoire,
Université de Montréal. Ancien président du Comité national
des jeunes du Parti québécois (1994-1996).

Depuis le retour au pouvoir du Parti Québécois, la question de l'enseignement de l'histoire a fait un retour quelque peu inattendu sur la scène de l'actualité. À tel point que l'ex-ministre de l'Éducation, monsieur Jean Garon, jugeait à propos de créer un groupe de travail sur la question. Tout porte à croire que les conclusions de ce comité seront intégrées au rapport final des États généraux sur l'Éducation dont le dépôt est souhaité pour cet automne par le gouvernement Bouchard.

La création de ce comité ne découle pas de pressions nouvelles de la part de l'opinion publique. En effet, le lobby des professeurs d'histoire n'est pas le plus puissant et les valeurs dominantes de notre époque militent davantage en faveur des sciences. Par ailleurs, il ne fait aucun doute à mon esprit que les Libéraux n'auraient jamais mis de l'avant l'idée d'un tel comité. Alors pourquoi le ministre Garon a-t-il jugé opportun d'aller de l'avant avec ce comité? Pour obtenir une réponse satisfaisante, il faut s'en remettre au programme du Parti Québécois qui, depuis le congrès d'août 1993, a pris des accents particuliers en cette matière.

I- Le PQ et l'enseignement de l'histoire

Celui qui prend le temps d'examiner les différentes versions du programme d'un parti politique, à travers les décennies qui passent, ne doit pas se surprendre de voir défiler sous ses yeux les valeurs qui ont caractérisé les époques. Le chapitre sur l'éducation des programmes successifs du Parti Québécois n'échappe pas à cette règle.

1968-1974

De 1968 à 1974, les militants péquistes n'ont pas jugé bon d'inscrire l'enseignement de l'histoire à leur programme. Muets sur cette question lors de leurs premiers congrès, les militants, lorsqu'ils abordent le chapitre de l'éducation, préfèrent discuter des nouvelles structures du système, d'accessibilité à l'éducation et de l'apprentissage du français parlé.

Le premier document sur lequel discuteront les membres du Mouvement Souveraineté-Association en 1968 traitera des phases de développement du système d'éducation. Dans ce document, on fait la recension des élèves présents au niveau secondaire et on explique la Loi sur les Cegeps. En parcourant ces pages, on a l'impression que les leaders du MSA tentent de faire comprendre le sens profond de la réforme issue du rapport Parent. Après tout, René Levesque n'était-il pas l'un des artisans de la Révolution tranquille?

Outre le thème des structures qui reviendra de façon récurrente durant ces premières années, les militants péquistes traiteront surtout de démocratie et de français, lors des congrès tenus annuellement (1) entre 1968 et 1973. D'une part, les militants péquistes réaffirment alors l'importance du processus de démocratisation de l'école. Celle-ci doit être accessible pour tous et obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. À l'université, on prône la participation des étudiants au processus décisionnel. Non seulement souhaite-t-on l'abolition des frais de scolarité, mais on s'engage aussi à remettre à l'étudiant un présalaire. D'autre part, les péquistes voulant ouvrir l'école à toutes les classes de la société, la langue utilisée dans cette institution devait tout naturellement être celle du peuple. Enfin, la langue de Michel Tremblay allait déboulonner celle de Bossuet et de Molière. Les militants péquistes prônent alors l'enseignement d'un français parlé — «Une langue authentique» (2) — plus proche de la réalité québécoise typique.

1974-1981

Ces préoccupations centrales des militants péquistes des premières années vont perdurer tant que la dure épreuve des réalités du pouvoir n'aura pas fait son apparition. À ces soucis de structures, de démocratie et de français parlé s'ajouteront une série de préoccupations qui iront de l'abolition de la taxe scolaire au développement de la recherche scientifique.

C'est lors du tumultueux congrès de 1974 que les militants péquistes décideront d'inscrire la question de l'enseignement de l'histoire à leur programme. Évidemment, le fait n'aura pas retenu l'attention du grand public qui apprend, après la tenue d'un vote serré, que le Parti Québécois, s'il est porté au pouvoir, tiendra un référendum avant d'enclencher un processus de négociation de la souveraineté-association. Victorieuse, la stratégie de Claude Morin fera couler beaucoup d'encre.

C'est dans un tel contexte de débats passionnés que l'on adopte la proposition suivante : «Instituer l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie aux niveaux élémentaire et secondaire dans toutes les institutions d'enseignement du Québec et voir à ce que chaque élève du secondaire, en même temps qu'il s'initie à la connaissance générale de l'histoire de l'Homme, connaissance dont la valeur est indéniable, suive obligatoirement un cours dynamique d'histoire du Québec.» (3)

Cette proposition vise à corriger une anomalie du système d'éducation de l'époque. Il était en effet possible de traverser l'école secondaire sans avoir suivi un cours d'histoire. Un tel constat indigna la colonie historienne de l'époque. Un lobby intensif a lieu afin de rendre l'histoire du Québec et du Canada obligatoire en vue d'obtenir un diplôme d'études secondaires. Cette proposition se veut donc un appui tangible à cette revendication tout à fait justifiée.

Dans la proposition, on note l'expression très caractéristique du langage péquiste: «un cours dynamique d'histoire du Québec». Ainsi, l'histoire du Québec ne doit pas être mélangée, ni intégrée à un cours d'histoire du Canada, ce qui constitue une idée très nouvelle pour l'époque. On note aussi l'expression «dynamique» qui, pris au sens premier, signifie probablement qu'il faut dépoussiérer l'enseignement de l'histoire nationale. Il s'agit de donner de notre passé une image plus moderne qui tienne compte de toutes les couches sociales. Par ailleurs, la notion de «dynamique» peut aussi référer au concept de «parti pris». L'histoire «dynamique» serait une histoire où l'enseignant prend parti et donne un sens au passé. Ce sens donné marquerait ainsi les jeunes imaginations en quête d'identité et de défis à relever et procurerait des réponses toutes faites. Évidemment, nul besoin d'être devin pour prédire le sens que les militants péquistes donnent à l'histoire du Québec. Mais n'anticipons pas puisque ceux-ci seront beaucoup plus explicites lorsque Jacques Parizeau sera à la tête des troupes.

Cette proposition, ainsi que la plupart de celles du chapitre sur l'éducation, seront reconduites lors des deux congrès subséquents. Au plus, on voit apparaître au congrès de 1979 des dispositions concernant l'enseignement de la morale et l'élimination du sexisme dans les contenus. (4)

1981-1988

La position péquiste en ce qui a trait à l'enseignement de l'histoire est modifiée sensiblement lors du congrès suivant la réélection du PQ, le 13 avril 1981. Le moment de ce congrès coïncide avec une période importante de refonte du régime pédagogique. Pilotée par Camille Laurin, cette refonte confirme l'obligation d'avoir suivi et réussi un cours d'histoire du Québec-Canada pour obtenir son diplôme d'études secondaires. Ajouté à ce cours de secondaire IV, un cours d'histoire universelle en deuxième année du secondaire doit être suivi obligatoirement par les élèves. De plus, lors de la dernière année de ce cycle, les élèves intéressés ont la possibilité de suivre un cours d'histoire contemporaine.

Émanant de l'exécutif national du Parti, la proposition principale soumise aux délégués du 8e congrès, tenu en décembre 1981, tient compte de cette refonte du régime pédagogique. À défaut d'exiger l'enseignement obligatoire de l'histoire à tous les niveaux du secondaire, les militants péquistes s'attardent plutôt à préciser les contenus de ces cours. La proposition adoptée est la suivante : «Réviser les manuels scolaires, en particulier les manuels d'histoire, afin d'y retrouver l'apport réel des femmes et d'y souligner leur contribution au développement de la société québécoise.» (5) Conforme à l'air du temps, la proposition promet la fin de la valorisation excessive des «grands hommes» dans l'histoire.

Pour accommoder les tenants de l'enseignement obligatoire de l'histoire nationale à tous les niveaux du secondaire, on adopte tout de même la proposition suivante : «Intensifier l'enseignement de l'histoire au niveau du secondaire en insistant davantage sur l'histoire sociale de la collectivité québécoise.» (6) Là encore, on fait le vœu que l'histoire enseignée révèle l'existence d'une pluralité d'acteurs sociaux. L'histoire politique, rappelle-t-on, n'est pas toute l'histoire.

Pour équilibrer le sens de cette dernière proposition et probablement pour calmer les partisans péquistes du «parti pris» à l'école, les militants adoptent le principe de «rendre obligatoire au secondaire, un cours d'initia-

tion à la politique» (7). Restant lettre morte auprès du gouvernement, cette proposition suscite l'attention puisque pour la première fois, on dissocie l'histoire et l'initiation à la politique.

1988-1996

Les deux congrès qui suivront celui de 1981 ne donneront pas lieu à des propositions nouvelles sur la question de l'enseignement de l'histoire. Le 9^e congrès (1984) adoptera la même ligne de conduite qu'en 1981 et l'ère du chef Pierre-Marc Jonhson ne laisse aucune trace d'intérêt particulier face à ce sujet.

Il faut attendre le retour de Jacques Parizeau à la tête du Parti Québécois pour voir apparaître une position claire sur l'enseignement de l'histoire dans nos écoles.

Avec lui, le chapitre sur l'éducation prend une nouvelle forme à l'intérieur du programme. L'introduction de ce nouveau chapitre indique qu'il est primordial de «raffermir la formation de base qui, seule, rend possible les autres apprentissages» (8). Ce raffermissement est essentiel puisque l'on assiste, constate-t-on, à un «effritement de la formation fondamentale» (9). Pour renverser cette situation, «seule la transmission d'un triple héritage, littéraire, scientifique et historique, permet à l'étudiant d'utiliser efficacement toutes les connaissances acquises» (10).

Se rangeant à cette vue, les délégués du 11^e congrès verront à inscrire la proposition suivante au programme : «Répandre l'enseignement de l'histoire nationale et universelle et réintroduire la dimension historique dans tous les apprentissages. Cette mesure permettra aux étudiants de développer l'esprit critique et le sens de la continuité(...) À cette fin, l'enseignement de l'histoire deviendra obligatoire à partir de la 4^e année du primaire jusqu'au secondaire V» (11).

Plaidoyer vigoureux en faveur de l'enseignement de l'histoire, cette proposition a des dents. Allant plus loin que la proposition du congrès de 1974, celle-ci affirme le principe faisant de l'histoire l'une des trois composantes de la formation fondamentale. Contrairement aux propositions de 1981, on ne fait pas qu'énoncer l'idée de l'enseignement de l'histoire, on désire que cette matière soit dispensée obligatoirement à chaque année et ce, pendant huit ans. Jamais les militants du Parti Québécois n'ont été aussi loin.

Avec une proposition aussi audacieuse, on peut se surprendre que des militants péquistes aient voulu en rajouter. Pourtant, ce fut le cas lors du 12e congrès tenu en août 1993. Toujours l'un des trois piliers de la formation fondamentale, l'enseignement de l'histoire devient une dimension importante de la formation civique. La nouvelle proposition affirme, comme auparavant, l'importance de l'enseignement de l'histoire nationale et universelle et la réintroduction de la dimension historique dans les apprentissages. La suite de la proposition laisse toutefois perplexe : « Cette mesure permettra aux étudiants d'assimiler la notion cause-conséquence, fil conducteur de notre histoire nationale, dans le but d'intégrer les connaissances historiques d'hier aux exigences de la vie active des Québécois d'aujourd'hui. À cette fin, l'enseignement de l'histoire sera obligatoire à tous les niveaux incluant les COFI pour que les immigrants connaissent nos origines. » (12)

D'une part, il y a dans ce nouveau libellé cette idée d'intégrer à l'enseignement de l'histoire « la notion de fil conducteur ». Pour les militants péquistes que j'ai pu entendre débattre de cette question, le fil conducteur de l'histoire nationale est simple.

Au cours des derniers siècles, soutiennent ces souverainistes, le Québec, d'une simple colonie française, est devenu une nation capable d'assumer son destin. Ceux qui, dans le passé, se sont battus pour que le Québec prenne sa place comme province, puis comme pays souverain, auront une voix au chapitre. L'histoire québécoise serait donc l'histoire d'une lutte d'affirmation de la nation à travers l'action de ses grands personnages. Cette histoire du Québec, pense ces délégués, est la seule qui soit digne d'être enseignée.

D'autre part, cette proposition prône l'enseignement obligatoire de l'histoire lors des premières années du primaire ainsi que dans les Cofis. L'intention de cette proposition est d'amener les enfants ainsi que les immigrants, en processus d'apprentissage du français, à intégrer le sens véritable de l'histoire du Québec. Citoyens québécois en gestation, les jeunes enfants et les nouveaux arrivants doivent intégrer le vrai sens de l'histoire du Québec. Ainsi, comprendront-ils mieux le combat du Québec pour son affranchissement.

Il est trop tôt pour prévoir la position qu'adopteront les militants péquistes lors du prochain congrès qui se tiendra en novembre. Toutefois, si l'on examine la proposition principale issue de l'exécutif national, on constate peu de changements par rapport à la proposition du dernier congrès quant à l'enseignement de l'histoire. Le seul élément neuf concerne l'ajout de la dimension régionale. L'enseignement de l'histoire régionale témoignerait de cette redéfinition de l'identité qui se fait sentir depuis plusieurs années. À une époque où les frontières semblent voler en éclats avec la libéralisation des marchés, le pôle régional reprend toute son importance. Là encore, le programme du Parti Québécois respectera l'air du temps.

II- Le danger de confondre histoire nationale et histoire nationaliste

Militant souverainiste, je crois aussi que l'histoire du Québec a un sens. C'est pour promouvoir ce sens que j'ai fait activement campagne afin que le OUI l'emporte. Je m'efforce cependant de ne pas confondre une conviction profonde avec une vérité absolue. En fait, j'estime qu'il y a une nette différence entre l'histoire nationale et l'histoire nationaliste.

Histoire nationale

Comprendre le parcours de son pays à travers le temps contribue à faire comprendre les enjeux du présent. À cet égard, jugeait l'historien italien Benedetto Croce, «toute histoire est contemporaine» en ce sens où le passé n'est que source d'explication du présent. Étudier l'Histoire fait plus que procurer une culture générale appréciable qui nous fait goûter à l'universel, c'est une outillage intellectuel essentiel pour faire face aux problèmes d'aujourd'hui.

L'individu qui possède cet outillage voudra prendre part au débat public. Il abordera avec philosophie les pseudo-tragédies qui surgissent au quotidien de l'actualité. L'Histoire procure une perspective, un recul qui accentue la conscience du citoyen. «Celui qui se penche sur le passé de son propre pays, indique le rapport Parent, y retrouve une partie de ses racines collectives et personnelles, une explication des phénomènes sociaux et politiques qui continuent de l'englober dans leur mouvement, des motifs de fierté ou de rejet, un désir de contribuer à l'orientation du Collectif.» (13)

Histoire nationaliste

Pour une partie des militants péquistes, l'histoire nationale est plus qu'un outillage intellectuel permettant de comprendre le présent. L'histoire nationale est à leurs yeux une façon de socialiser les jeunes et les immigrants à la réalité du combat québécois. Ceux-ci confondent histoire nationale et histoire nationaliste. Encore une fois, le rapport Parent est éclairant sur cette question. «Il importe de dissocier histoire et prédication patriotique; le but de l'enseignement de l'Histoire n'est pas en premier lieu la formation civique, patriotique ou religieuse(...). L'enseignement de l'Histoire a pour but de former l'esprit par l'étude objective et honnête (14) du passé en prenant appui sur les textes.» (15)

Plusieurs intellectuels nationalistes, dans un plaidoyer en faveur de l'enseignement de l'histoire, s'en prenaient l'automne dernier à cette notion d'objectivité. «L'objectivité n'est pas synonyme de neutralité, encore moins d'indifférence»¹⁶ objectent-ils au principe énoncé plus haut dans le rapport Parent. Ceux-ci déplorent le dépouillement dont est victime l'enseignement de l'histoire. Les structures sociales ayant remplacé les grands personnages, les jeunes ne retrouvent plus dans l'histoire le ferment d'une identité. L'argument est connu : les jeunes imaginations retiennent beaucoup plus facilement les traits d'une personnalité à haut relief que le sens profond d'une courbe de blé !

L'intention des intellectuels nationalistes est tout à fait noble mais elle comporte toutefois un danger. Comment faire resurgir les grands personnages sans tomber dans un manichéisme primaire ? Vouloir marquer les imaginations à tout prix risque d'entraîner l'enseignement de l'histoire dans un récit merveilleux constitué de bons et de méchants. Cette position est celle à mon avis qui anime bon nombre de péquistes.

L'école ne doit pas devenir un institut de propagande souverainiste, ni avoir comme mission de former de bons petits indépendantistes. L'école doit plutôt confronter le jeune, ainsi que le nouvel immigrant, aux différentes thèses en présence.

À cet égard, je remarque que certains tenants de l'histoire nationaliste ont tendance à négliger le rôle de personnages qui ont défendu des idées apparentées à celles que défendent aujourd'hui les tenants du fédéralisme. Je pense à Louis-Hyppolyte La Fontaine dont la mention est souvent minime

par rapport au rôle de Louis-Joseph Papineau. Les nationalistes considèrent souvent le père du gouvernement responsable comme un vulgaire «collabo». Pourtant, quel autre chemin que le sien pouvait emprunter les Canadiens français aux lendemains des rébellions de 1837? Je pense aussi à Chapleau qui reste écrasé par le mythe d'Honoré Mercier. En bout de ligne, c'est pourtant cet homme que les Québécois ont suivi au lendemain de la pendaison de Riel. Et que dire du lieutenant québécois de Mackenzie King que fut Ernest Lapointe. Mort jeune, l'ombre de Duplessis a couvert son rôle déterminant lors de l'élection de 1939. Encore là, ce sont les idées de cet homme que les Québécois ont suivi et non celles du premier chef de l'Union nationale.

Je ne prétends pas être un disciple de ces individus oubliés, mais leur rôle dans notre histoire nationale mérite d'être expliqué. En lisant les discours de La Fontaine, Chapleau et Lapointe, on comprend mieux les positions des leaders actuels du fédéralisme.

L'histoire n'est pas constituée de bons et de méchants mais d'hommes et de femmes qui ont défendu, souvent avec passion, des visions originales de la société québécoise. Reposant parfois sur des intérêts, parfois sur des idéaux, souvent sur les deux à la fois, ces visions de la société doivent être décortiquées afin de mieux éclairer les jeunes face aux débats du présent. Le programme honnête d'histoire nationale présentera ces visions en laissant aux jeunes le soin de se forger une opinion personnelle.

L'histoire nationaliste qui donne un sens unidimensionnel au parcours québécois est un manque de confiance dans l'intelligence de celles et de ceux qui, demain, devront décider de l'avenir de notre société. Il faut espérer que les militants péquistes, lors du prochain congrès, prendront le parti de l'épanouissement intellectuel des jeunes et des immigrants plutôt que celui de l'embrigadement en faveur d'une seule conception du passé.

Notes

1. À l'époque les congrès du Parti Québécois se tenaient à tous les ans.
2. Programme du Parti Québécois, éd. 1970.
3. Programme du Parti Québécois, éd. 1974.
4. Un an plus tard, la dénonciation par Lise Payette des Yvette comme l'incarnation désuète de la femme au foyer deviendra célèbre, au plus grand désespoir des troupes souverainistes.
5. Programme du Parti Québécois, éd. 1982.

6. Ibid.
7. Ibid.
8. Programme du Parti Québécois, éd. 1991.
9. Ibid.
10. Ibid.
11. Ibid.
12. Programme du Parti Québécois, éd. 1993.
13. Cité dans Jean-Claude Soulard, «L'Histoire et son enseignement», *L'Action nationale*, vol. LXXXVI, no 1, janvier 1996, p. 56.
14. C'est moi qui souligne.
15. Cité dans *ibid.*
16. Hélène Pelletier-Baillargeon Fernand Dumont Jean Éthier-Blais et Jean-Marc Léger, «L'Histoire, élément essentiel de la formation des futurs citoyens», *L'Action nationale*, vol. LXXXV, no 9, novembre 1995, p. 71.